



---

## Latin et vernaculaire dans les écritures administratives de la principauté de Savoie. L'exemple des comptes généraux du XIV<sup>e</sup> siècle

*Latin and vernacular in the administrative writings of the Principality of Savoy.*

*The example of the general book accounts of the fourteenth-century*

Jean-Louis Gaulin

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/medievales/8979>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away

ISSN : 1777-5892

### Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

### Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2018

Pagination : 11-26

ISBN : 978-2-84292-861-2

ISSN : 0751-2708

### Référence électronique

Jean-Louis Gaulin, « Latin et vernaculaire dans les écritures administratives de la principauté de Savoie. L'exemple des comptes généraux du xiv<sup>e</sup> siècle », *Médiévales* [En ligne], 75 | automne 2018, mis en ligne le 15 octobre 2019, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/8979> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.8979>

---

Tous droits réservés

Jean-Louis Gaulin

## **Latin et vernaculaire dans les écritures administratives de la principauté de Savoie**

### **L'exemple des comptes généraux du XIV<sup>e</sup> siècle**

À la fin du Moyen Âge, le latin était la langue d'administration des États de Savoie. Pour reprendre le constat efficacement dressé par Serge Lusignan, « aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, tous les actes officiels de l'administration comtale, puis ducal, comme les donations, les hommages ou les accords, étaient rédigés en latin par des notaires publics qui les consignaient dans leurs protocoles. La Savoie présente une situation linguistique curieuse. Elle s'étendait au nord en pays franco-provençal et au sud en pays de langue piémontaise. Ses comtes étaient francophones et ils utilisaient le français dans leur correspondance privée ; mais le latin était la seule langue d'expression du pouvoir. Le vernaculaire des sujets semble n'avoir jamais percé dans les écritures administratives de cette principauté<sup>1</sup> ».

Cet usage du latin comme langue d'administration fut brutalement interrompu par l'occupation militaire d'une très large partie du duché de Savoie, Bresse, Savoie Propre et Piémont, par la France, de 1536 à 1559, dans le contexte du conflit qui opposait celle-ci à la Maison d'Autriche. Dans la partie occidentale des États de Savoie, le passage au français fut d'autant plus radical que l'occupant renonçait au même moment – le célèbre édit de Villers-Cotterêts date de 1539 – à l'usage du latin pour les actes produits par les tribunaux et les notaires, et décidait de la « mort annoncée » du latin comme langue officielle<sup>2</sup>.

---

1. S. LUSIGNAN, *Langue des rois au Moyen Âge. Le français en France et en Angleterre*, Paris, 2004, p. 40-41. Pour une présentation d'ensemble de la question du passage du latin aux langues vernaculaires dans les administrations de l'Occident médiéval, voir : T. BRUNNER, « Le passage aux langues vernaculaires dans les actes de la pratique en Occident », *Le Moyen Âge*, 115/1 (2009), p. 29-72.

2. Cf. B. BARBICHE et O. PONCET, « Maintien et recul du latin dans les actes du roi de France de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle », dans *La Langue des actes. Actes du XI<sup>e</sup> Congrès international de diplomatique (Troyes, jeudi 11-samedi 13 septembre 2003)*, [en ligne] [http://elec.enc.sorbonne.fr/CID2003/barbiche\\_poncet](http://elec.enc.sorbonne.fr/CID2003/barbiche_poncet) [consulté le 4 septembre 2018]. Notons que

À ce tableau bien connu, l'exploration des ressources archivistiques de la Savoie médiévale, et tout particulièrement de ses très riches séries comptables, permet toutefois d'apporter quelques retouches. D'une part, on montrera que l'usage écrit du vernaculaire n'était pas totalement étranger à l'administration centrale des anciens États de Savoie. D'autre part et surtout, on étudiera ces apparentes anomalies en termes de coexistence linguistique plutôt que de succession chronologique<sup>3</sup>. Si la domination du latin est incontestée dans la documentation comptable produite par l'administration savoyarde, le recours au vernaculaire correspond à des logiques d'écriture qu'il faut comprendre afin de les exploiter au mieux.

### Une principauté riche en comptes

Conservés à l'Archivio di Stato de Turin dans les archives camérales, les comptes médiévaux de la Savoie sont d'une richesse exceptionnelle<sup>4</sup>. Parmi ceux-ci, les comptes de la trésorerie générale ou centrale<sup>5</sup> constituaient la clef de voûte d'un système financier passablement complexe, formé d'organismes spécialisés dont les titulaires devaient justifier par écrit leurs recettes et dépenses : comptes de l'hôtel du seigneur de Savoie et de son épouse, comptes des péages et ceux des châtelainies, comptes des trésoriers de guerre et ceux des judicatures, pour ne citer que les principaux. Ce système foisonnant et incomplètement hiérarchisé se mit en place par étape. Au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, le comte Pierre II étendit à l'ensemble de ses possessions la comptabilité locale, ou châtelaine, qu'il avait expérimentée en tant que seigneur du pays de Vaud, du Chablais et du Valais<sup>6</sup>. Sous Amédée V (1285-1323), les deux niveaux comptables, celui des comptes locaux ou

---

la restauration du duché après le traité du Cateau-Cambrésis (1559) ne provoqua pas de retour en arrière : par l'édit de Rivoli de 1561, Emmanuel-Philibert remplaça l'usage du latin dans les documents officiels par le français dans les domaines situés à l'ouest des Alpes et dans la Vallée d'Aoste et par l'italien en Piémont et dans le comté de Nice. L'année suivante, il transféra sa capitale de Chambéry à Turin.

3. L'étude de la comptabilité savoyarde a fait l'objet d'un programme de recherche coordonné par Christian Guilleré (Université de Savoie) et Jean-Louis Gaulin, soutenu d'abord par la région Rhône-Alpes (Cluster 13), puis d'un projet financé par l'ANR (programme GEMMA, Genèse médiévale d'une méthode administrative. Formes et pratiques de la comptabilité dans les principautés du sud-est de la France, Dauphiné, Provence, Savoie, Venaissin – XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, coordonné par Armand Jamme, CNRS, CIHAM).

4. Pour une première orientation historique et archivistique sur la comptabilité des États de la Maison de Savoie avant 1500, on se reportera à R.-H. BAUTIER et J. SORNAY, *Les Sources de l'histoire économique et sociale du Moyen Âge. Vol. I. Provence, Comtat Venaissin, Dauphiné, États de la Maison de Savoie. Archives des principautés territoriales et archives seigneuriales*, Paris, 1968, p. 293-501.

5. Torino, Archivio di Stato [désormais AST], Inv. 16.

6. G. CASTELNUOVO et C. GUILLERÉ, « Les finances et l'administration de l'État savoyard au XIII<sup>e</sup> siècle », dans B. ANDENMATTEN, A. PARAVICINI-BAGLIANI, E. PIBIRI éd., *Pierre II de Savoie, "le petit Charlemagne"*, Cahiers lausannois d'histoire médiévale, 27 (2000), p. 33-125.

spécifiques et celui des comptes généraux ou centraux, sont solidement coordonnés. La reddition des comptes devient un rituel administratif qui culmine avec leur archivage pérenne dans la *crota computorum*, une salle basse voûtée du château de Chambéry qu'Amédée fit construire dans les années 1315-1320<sup>7</sup>. Quant au long règne d'Amédée VI (1348-1383), le comte Vert, il fut celui de l'institutionnalisation des pratiques comptables et de la création de la Chambre des comptes en 1351<sup>8</sup>.

Cette administration financière accumulait une documentation sans cesse croissante, du fait de l'ouverture de séries nouvelles produites par des organismes qui tendaient à s'autonomiser, mais du fait aussi de l'expansion territoriale que la Maison de Savoie réalisa du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle. À la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, le comté comprend les vallées de la Maurienne et de la Tarentaise et la Savoie Propre (les environs de Chambéry), le Bugey et la Bresse à l'ouest, et le Val d'Aoste à l'est. À la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, des échanges et des acquisitions ont agrandi significativement les limites des États de Savoie au nord du lac Léman jusqu'aux environs de Fribourg, au sud jusqu'à Nice et aux Terres neuves de Provence (1388), et à l'est en direction de cités appartenant au système politique de l'Italie communale (Ivrea, puis Biella, avant la grande ville de Vercelli en 1427). En revanche, la principauté de Savoie-Achaïe, la seigneurie du Piémont que Philippe, neveu d'Amédée V, reçut de son oncle en apanage, échappa à l'administration savoyarde de 1301, date du mariage de Philippe avec Isabelle de Villehardouin, l'héritière de la principauté d'Achaïe ou de Morée en Péloponnèse, jusqu'à l'extinction de la lignée, en 1418, date à laquelle elle revint à Amédée VIII.

Cet ensemble était plus complexe à gouverner qu'il n'y paraît, divisé qu'il était entre des communautés directement administrées par les officiers du comte de Savoie et celles qui relevaient d'un autre seigneur, laïc ou ecclésiastique. Toutes ces communautés étaient par ailleurs protégées, à des degrés divers, par des statuts aussi variés que l'était le rapport entre les populations et leur prince, certaines vivant dans des villages appartenant à la Maison de Savoie depuis des temps immémoriaux, d'autres dans des villes gouvernées par une administration locale qui n'avait rien à envier aux

---

7. Voir C. GUILLERÉ, *Le Château des ducs de Savoie. Dix siècles d'histoire*, Chambéry, 2011, p. 12, 81-82, et G. CASTELNUOVO et B. ANDENMATTEN, « Produzione documentaria e conservazione archivistica nel principato sabaudo, XIII-XV secolo », *Bullettino dell'Istituto Italiano per Il Medio Evo*, 110/1 (2008), p. 279-348.

8. Voir B. DEMOTZ, « Une clé de la réussite d'une principauté aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles : naissance et développement de la Chambre des comptes de Savoie », dans P. CONTAMINE, O. MATTÉONI éd., *La France des Principautés. Les Chambres des comptes aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, colloque de Moulins, avril 1995, Paris, 1996, p. 17-26 ; et G. CASTELNUOVO, « Service de l'État et identité sociale : les Chambres des comptes principières à la fin du Moyen Âge », *Revue historique*, 303/2 (2000), p. 489-510.

grandes communes nord-italiennes<sup>9</sup>. Les langues parlées par ces populations étaient elles-mêmes diverses. Si le berceau de la dynastie humbertienne est inclus dans le domaine franco-provençal, l'expansion du comté (transformé en duché en 1416) fit entrer en « Savoie » les parlers de la Bourgogne, du Lyonnais, du Dauphiné, de la Provence, du Piémont ou du pays bernois.

Au contact de ces populations, les officiers territoriaux, les châtelains, qui nous ont laissé quelque vingt mille rouleaux détaillant sur parchemin les recettes (redevances seigneuriales, amendes, lods et ventes, fermes...) et les dépenses (entretien du château et des autres bâtiments domaniaux, multiples paiements effectués pour divers motifs à l'injonction du prince...), n'ont pas fait l'objet d'une étude d'ensemble<sup>10</sup>. En revanche, l'administration centrale des années 1350-1450 est bien connue grâce aux travaux de Guido Castelnuovo<sup>11</sup>. Socialement, le prince fait appel à toute la gamme des élites : ecclésiastiques, nobles de petite ou grande noblesse, citadins. Du point de vue de leur formation et de leurs compétences, les officiers qui occupent des postes importants dans les finances sont souvent des notaires ou juristes. Ils doivent aussi être en mesure, par leurs ressources ou leur réseau, d'avancer de fortes sommes au comte lui-même. Géographiquement, ces élites proviennent de toutes les régions de la principauté avec, si on se place vers 1400, une sous-représentation de Nice et du Piémont (qui fournit surtout des juristes), et une surreprésentation des terres centrales des États de Savoie.

La charge de trésorier gagnant en importance et leurs titulaires en notoriété au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, on connaît mieux Pierre Gerbaix, de Belley en Bugey, le premier à porter le titre de trésorier général, nommé en 1358 et tombé en disgrâce pour malversations en 1376, ou encore André Belletruche de Chambéry qui lui succéda, que leurs prédécesseurs, les Pierre de Sallenove, médecin de profession<sup>12</sup>, Antoine de Clermont ou encore Guillaume Bon de Chambéry sur lesquels les travaux manquent.

9. A. BARBERO, *Il ducato di Savoia. Amministrazione e corte di uno stato franco-italiano*, Rome/Bari, 2002. A. Barbero évoque un agrégat de « pays » et une principauté « a macchia di leopardo ».

10. Sur ces comptes de châellenie, cf. J.-L. GAULIN et C. GUILLERÉ, « Des rouleaux et des hommes. Premières recherches sur les comptes de châellenies savoyards », *Études Savoyennes*, 1 (1992), p. 51-108 ; et la mise à jour de G. CASTELNUOVO et C. GUILLERÉ, « Les finances et l'administration... », p. 33-125.

11. G. CASTELNUOVO, *Ufficiali e gentiluomini. La società politica sabauda nel tardo medioevo*, Milan, 1994.

12. Pierre de Sallenove se présente lui-même comme médecin dans le deuxième compte qu'il rend à la fin de l'année 1298 : « Computus magistri de Cella Nova phisici de receptis solucionibus expensis factis per ipsum pro domino comite Sabaudie [...] » (Torino, AST, Inv. 16, rot. 1, p. 4). Voir à son sujet E. WICKERSHEIMER, *Dictionnaire biographique des médecins en France au Moyen Âge*, nouvelle édition sous la dir. de G. BEAUJOUAN, Genève, 1979, t. II, p. 661 (« chevalier et physicien [...] à la cour de Savoie où il remplit aussi les fonctions de maître d'hôtel » [sic]), et t. III, D. JACQUART, *Supplément*, p. 243-244 (pour une confusion possible avec Pierre de Vercellis).

Incontestablement, une compétence les rapproche, celle de rendre raison en langue latine des recettes et des dépenses qu'ils ont réalisées pour leur seigneur le comte de Savoie.

### Latin et vernaculaire dans les comptes centraux au XIV<sup>e</sup> siècle

À Chambéry, siège de l'administration centrale depuis 1295, œuvraient ensemble des officiers dont le point commun était le service du prince, et d'avoir le latin comme langue de travail.

Sans doute pour plusieurs raisons : au XIV<sup>e</sup> siècle, le latin demeurait la matrice de la langue administrative, même lorsque les administrations, comme c'est le cas en Savoie, étaient peuplées de laïcs ; l'appartenance de la principauté à l'empire romain germanique – rappelons qu'Amédée VI reçut de Charles IV le titre de vicaire impérial – dont la chancellerie privilégiait le latin ; la commodité d'employer une langue unique quelle que soit l'origine géographique des officiers et des scribes. La construction d'une mémoire documentaire en langue latine – la documentation produite était au moins partiellement destinée à être archivée et consultée si nécessaire – peut aussi être considérée comme un signe distinguant la chancellerie de la Maison de Savoie de celle de ses grands vassaux<sup>13</sup>.

*Reddere computum* dans la Savoie des XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles signifiait par conséquent écrire (et compter) en latin. Cette domination du latin n'écarta toutefois pas complètement la possibilité d'insérer des textes en vernaculaire dans les documents comptables.

La principale série que nous prenons en considération est donc celle des comptes centraux, rendus par des officiers de premier plan, appelés receveurs puis trésoriers. Cette série s'autonomise de celle des comptes de l'hôtel à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les premiers comptes centraux conservés datant de 1297<sup>14</sup>. La série se poursuit jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, avec une seule lacune importante, entre 1320 et 1330, qui correspond à la fin du règne d'Amédée V, au principat d'Édouard et au début de celui d'Aymon.

Non seulement les officiers rendent les comptes en latin, mais ils gardent la même langue lorsqu'ils font référence, pour assurer certaines dépenses, à des pièces justificatives (*particula*), ou à des lettres qui sont résumées en latin dans la documentation qui nous est parvenue. Les

---

13. Un exemple est fourni par les seigneurs de Thoire-Villars dont la comptabilité au XIV<sup>e</sup> siècle était en vernaculaire. Cf. les travaux de F. BRIFFAZ, dont « Le nomadisme châtelain des sires de Thoire-Villars au miroir des registres de comptes. Pratiques seigneuriales et culture nobiliaire au XIV<sup>e</sup> siècle », dans N. FAUCHERRE, D. GAUTIER, H. MOUILLEBOUCHE éd., *Le Nomadisme châtelain IX<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle. Actes du sixième colloque international au château de Bellecroix, 14-16 octobre 2016*, Chagny, 2017, p. 187-211.

14. Pour le XIII<sup>e</sup> s., cf. M. CHIAUDANO, *I "Rotuli" e i "Computi" della Corte di Filippo I conte di Savoia e di Borgogna dal 1269 al 1285*, Turin, 1934.

formules « ut in particulis » ou encore « per litteram » signalent ces renvois à des documents utilisés au moment de la reddition du compte, résumés et cités dans le compte final, mais non conservés (sauf exception) une fois le contrôle réalisé. On remarque également que la rédaction en latin concerne l'ensemble du lexique, des termes techniques (monnaies, poids et mesures...) à ceux de la vie quotidienne en passant par tous les points de repères spatiotemporels. On ne trouve jamais dans ces documents de tournures telles que « vulgo » ou « vulgariter » parce que les scribes ne reculent devant pratiquement aucune latinisation.

Les seules exceptions, peu nombreuses au demeurant, concernent des toponymes et anthroponymes pour lesquels la forme vulgaire est acceptée seule, ou en alternance avec la forme latine. Le premier rouleau conservé, qui contient quatre comptes rendus par Pierre de Sallenove entre 1297 et 1300, fournit une poignée de noms de personnes non latinisés, comme celui de la famille vaudoise de Billens<sup>15</sup>, ou encore ce messenger nommé « Jaque » à qui le comte fait un cadeau de noces<sup>16</sup>. Il y a quelques hésitations, comme pour désigner le maître des monnaies, « Evrardus de Varey » ou « de Vareio », ou pour l'anthroponymie juive qui est inégalement latinisée. Dans le même item, on trouve la mention de paiements reçus « de Deulogart iudeo<sup>17</sup> » ou bien « de Yssaac iudeo de Montemeliano et Orsello eius filio [...] »<sup>18</sup>. Parmi les toponymes, toujours dans ce premier rouleau de comptes, le seul nom qui résiste à la mise en latin est celui de la ville de Gand (« apud Gant ») qui figurait dans la reconnaissance d'une importante dette certifiée par une lettre du comte et par un instrument notarié et que le trésorier laisse tel quel<sup>19</sup>. L'examen de la documentation locale conforte l'analyse faite à partir des premiers comptes centraux. La consultation de la base de données *Castellanie.net*, qui rassemble des transcriptions des comptes de châtelainies savoyards du XIII<sup>e</sup> siècle, ne laisse pas de doute à ce sujet et confirme la forte homogénéité culturelle qui caractérise le personnel administratif savoyard, qu'ils s'agissent d'officiers centraux ou de châtelains, deux manières de servir le prince qui n'étaient pas exclusives

15. Torino, AST, Inv. 16, rot. 1 : « Nicholaus de Billens » est cité ainsi à plusieurs reprises, notamment comme témoin de la reddition de comptes. Sur les Billens, famille vaudoise fidèle des comtes de Savoie depuis l'époque de Pierre II, cf. G. CASTELNUOVO, *L'aristocrazia del Vaud fino alla conquista sabauda (inizio XI -metà XIII secolo)*, Turin, 1990, p. 228.

16. Torino, AST, Inv. 16, rot. 1 : « Idem libravit Jaque messengerio de dono domini sibi facto pro nuptiis suis : C solidos viennensium » (peau 5).

17. Un médecin juif parisien du nom de Dieulesant servit le comte Aimon de Savoie en 1340, par exemple ; voir I. NASO, *Medici e strutture sanitarie nella società tardo-medievale. Il Piemonte dei secoli XIV e XV*, Milan, 1982, p. 225.

18. Torino, AST, Inv. 16, rot. 1, peau 4.

19. Torino, AST, Inv. 16, rot. 1, peau 3 (en interligne).

l'une de l'autre<sup>20</sup>. On peut conclure qu'avec l'emploi du parchemin et la conservation des comptes sous forme de rouleaux – le registre et le papier ne remplaceront le rouleau de parchemin qu'au début des années 1380 pour les comptes des trésoriers, les comptes des châtelainies n'adoptant ce nouveau format que dans les années 1480 –, l'usage du latin unifia durablement la documentation destinée à être archivée dans la *camera computorum*.

Si on se limite aux comptes généraux, cette situation de monopole du latin connaît une apparente remise en cause durant les années où Pierre Gerbaix fut trésorier général<sup>21</sup>. Pierre Gerbaix est en effet le premier à insérer des textes en vernaculaire dans deux de ses longs comptes rendus en 1360<sup>22</sup> et 1364<sup>23</sup>, d'autres suivant dans ses propres registres ou dans ceux remis par son successeur André Belletruche<sup>24</sup>.

L'insertion de textes en vernaculaire, qui demeure marginale dans ces longs rouleaux, répond à une logique documentaire qu'il est indispensable d'établir<sup>25</sup>. En premier lieu, il faut noter qu'il s'agit toujours de listes qui se trouvent dans la deuxième partie du compte, celle qui est consacrée aux dépenses. De ces dépenses princières dont le trésorier transcrit le détail, il a effectué le paiement, soit à lui-même lorsqu'il a fait l'avance (« Allocantur sibi »), soit directement aux créanciers du prince (« Libravat personis infrascriptis »). Ces listes, deuxième caractéristique, constituaient un document à part entière avant de migrer vers le compte du trésorier. Il s'agit en effet de pièces justificatives (*particula*) dont on a vu qu'elles servaient d'appui, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, à la rédaction des comptes finaux. Dans le premier cas que nous avons repéré, les dépenses ont simplement été écrites

20. Le site *Castellanie.net* rassemble les images numérisées des comptes des châtelainies savoyardes jusqu'en 1300, avec des transcriptions.

21. G. CASTELNUOVO, *Ufficiali e gentiluomini...*, p. 191-193 ; B. GALLAND, « Gerbaix, Pierre », dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 53, Rome, 1999, p. 375-377.

22. Torino, AST, Inv. 16, rot. 22, peau 27 : « Allocantur sibi per litteram domini de mandatodatam Rippoli die / xxvii mensis novembris anno Domini m<sup>o</sup>ccc<sup>o</sup>lix<sup>o</sup> quam reddit quos / soluit pro particulis infrascriptis scriptis supra dictam litteram. Particule sunt hee : libravat Jorcins de Placast que messire [...] ».

23. Torino, AST, Inv. 16, rot. 24, peaux 25-28 : voir transcription en annexe. Trois autres documents en vernaculaire, obéissant à la même logique documentaire, suivent dans ce compte.

24. Un extrait de l'un des comptes rendus par André Belletruche, du 1<sup>er</sup> septembre 1375 au 7 août 1377 (=Torino, AST, inv. 16, rot. 33) est édité par G. MOMBELLO, « Français et langue locale à la cour de Savoie au XV<sup>e</sup> siècle (fin du XIV<sup>e</sup>-début du XVI<sup>e</sup> siècle) », dans S. CIGADA et A. SLERCA éd., *Le Moyen Français : recherches de lexicologie et de lexicographie. Actes du VI<sup>e</sup> Colloque international sur le moyen français, Milan 4-6 mai 1988*, vol. I, Milan, 1991, p. 201-237, App. I, p. 228-229 pour l'édition. Le compte suivant (= Torino, AST, Inv. 16, reg. 34), du 8 août 1377 au 30 novembre 1382, a été édité par l'abbé J. JACCOD, *La Comptabilité d'Amédée VI dit le « Comte vert » 1377-1382*, Turin, 1939. Il renferme plusieurs listes de dépenses écrites en vernaculaire.

25. Le texte que nous publions en annexe occupe un peu plus de deux peaux d'un rouleau qui en comprend cinquante-deux.



sur une (ou au dos d'une ?) lettre que le trésorier a reçue ; dans le deuxième exemple, ces dépenses avaient été consignées sur un petit rouleau attaché à des lettres parvenues au trésorier (« in rotulo presentibus annexo »)<sup>26</sup>. Telle est en effet la dernière caractéristique de ces listes en vernaculaire : elles entrent dans le compte du trésorier général dans le sillage d'une lettre comtale, toujours écrite quant à elle en latin. Autrement dit, c'est au vu d'une « litteram domini » que Pierre Gerbaix entreprend la transcription de ces annexes écrites en vernaculaire sur la lettre elle-même, ou bien sous la forme d'un rouleau l'accompagnant.

À ce point, un bref retour en arrière est nécessaire. Vers 1300, nous l'avons dit, les comptes savoyards se contentaient de mentionner sans les transcrire les pièces justificatives et les lettres comtales qui permettaient aux officiers de justifier leur compte rendu financier. À partir du milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, les comptes ne se limitent plus à mentionner l'existence de tels justificatifs, mais entreprennent de les inclure en les copiant *in extenso*. Ainsi, dans le compte que le receveur général Guillaume Bon rendit pour les années 1349-1351 figurait une lettre d'Amédée VI qui concédait une rente viagère à l'un de ses familiers. La teneur de la lettre est copiée en appui à la dépense que le prince impose à son trésorier et à ses successeurs : « [...] ut per litteram domini de donacione et mandato cuius tenor talis est. Nos Amedeus comes Sabaudie notum facimus universis, etc.<sup>27</sup> [...] ». Les comptes, ceux des trésoriers généraux, mais aussi ceux des châtelainies, deviennent ainsi des conteneurs ou des réceptacles des lettres du prince. Instruments de souveraineté, ces lettres renforcent – toujours en latin – la valeur des écritures administratives.

Dans tous les cas, les documents en vernaculaire que nous avons repérés dans la comptabilité centrale accompagnent une lettre comtale. Le passage du latin au vernaculaire, soudain, « Libravit Jorcins de Placzast que messire... », « Et primo a Iacobo de Varesio que yl avoy baillie... », traduit bien l'insertion d'une pièce justificative extérieure écrite en vernaculaire dans une narration comptable dont la trame est toujours en latin. Pour preuve, ces annotations (les *rubrica*) qui sont ajoutées en marge pour mettre en évidence certaines dépenses et qui sont le plus souvent en latin<sup>28</sup>, même quand le texte ne l'est pas.

26. Premier exemple : « pro particulis infrascriptis scriptis supra dictam litteram », voir n. 16 ; deuxième exemple : « Cum Petrus Gerbausii fidelis thesaurarius noster dilectus pro nobis et de nostro mandato solvit et libravit grossorum tur. et florenorum quantitatem descriptam in rotulo presentibus annexo personis et causis contentis... », Torino, AST, Inv. 16, rot. 24, peau 27.

27. Torino, AST, Inv. 16, rot. 15, peaux 10 et 11. J'utilise la transcription réalisée par P. Buffo dans le cadre du programme GEMMA cité à la n. 3.

28. Par exemple, mention du règlement d'une dette à Anthoine Turc, selon la formule en usage dans les comptes savoyards : « Exoneracio debiti Anthonii Turqui. »

Ainsi, le « passage au vernaculaire », dans cette documentation savoyarde du milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, doit être en réalité compris comme une « insertion de vernaculaire » dans le cadre d'un *iter* administratif contrôlé et dont la langue principale demeure le latin.

### Le vernaculaire des pièces justificatives des comptes savoyards

Pour autant, ces pièces justificatives – écrites à la hâte sur une lettre comtale ou sur un petit rouleau à la durée de vie limitée (peut-être sur du papier ?) et transcrites telles quelles dans les comptes solennels tenus par les trésoriers du prince – ouvrent des perspectives sur la face cachée de l'administration savoyarde, son usage du vernaculaire.

D'un point de vue linguistique, les hommes qui servent la Maison de Savoie au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle appartiennent à ce domaine franco-provençal où la situation de l'écrit vernaculaire est jugée complexe par les spécialistes. Dans ce domaine en effet, d'où provienne la grande majorité des officiers du prince de Savoie, coexistaient des documents en *scripta* dialectale nettement franco-provençale et d'autres en *scripta* francisée<sup>29</sup>.

Ce que peut apporter l'historien en préalable à l'analyse linguistique, c'est une contextualisation de ces documents premièrement rédigés en vernaculaire avant de migrer dans un ensemble plus vaste pensé et écrit en latin. Les rédacteurs de ces pièces sont inconnus. Il doit s'agir d'agents de l'administration savoyarde qui ont procédé à des paiements au nom du prince. Au plus près des marchands, fournisseurs et créanciers, ils ont brièvement consigné par écrit les noms des destinataires, les motifs et les montants de ces multiples dépenses faites à la demande du comte et de ses représentants dans une *scripta* dont on peut supposer qu'elle était intelligible à toutes les parties.

Prenons l'exemple du rouleau dont le texte est inséré dans le compte de Pierre Gerbaix pour les années 1363-1364<sup>30</sup>. Il parvient au trésorier en même temps qu'une lettre du comte, datée du Bourget, le 8 janvier 1363. Plusieurs dépenses sont explicitement en rapport avec le voyage qu'Amédée VI effectua en Avignon à la fin de l'année 1362 pour discuter avec Urbain V des projets de croisade et de la question des grandes compagnies<sup>31</sup>. Les dépenses avignonaises sont mises en évidence (rubrique « Librata Avinion », en marge) et plusieurs d'entre elles renvoient au voyage

29. C. MARCHELLO-NIZIA, *Histoire de la langue française aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles*, Paris, 1979, p. 29 ; F. DUVAL, *Le Français médiéval*, Turnhout, 2003 (L'atelier des médiévistes, 11), p. 51-52.

30. Voir transcription en annexe.

31. Cf. E. L. COX, *The Green Count of Savoy. Amadeus VI and Transalpine Savoy in the Fourteenth Century*, Princeton, 1967, p. 168-172, selon qui Amédée VI quitta Le Bourget le 25 novembre et était de retour en Savoie le 20 décembre.

qui conduit le prince et son escorte du Bourget à Avignon par le Rhône, du défilé de Pierre-Châtel, entre Yenne et La Balme<sup>32</sup>, à Viviers où l'on a perdu des cordes... Ces dépenses qui s'élèvent à près de 7 000 florins sont très laconiquement enregistrées. Si elles peuvent être regroupées en quelques grands postes – vêtements, chevaux, gages et dons –, elles n'offrent souvent comme seul indice que la qualité de la personne destinataire du paiement, officier, vassal, soldat, artisan, domestique... Ces listes sont proches par le contenu des dépenses de l'hôtel qui étaient tenues par ailleurs<sup>33</sup>.

Une lecture même superficielle de ces textes nous oriente vers une *scripta* française avec des traits dialectaux, selon une situation qui est celle aussi de la production documentaire de la ville voisine de Lyon à la même époque<sup>34</sup>. Si « chival » et « chivalier » sont systématiques, le « a » final résiste encore (« baillia » alterne avec « donné », « madama » apparaît une fois pour deux fois « madame », le seigneur de Clermont reçoit sa « renta »..., prénom « Andrea », développé une fois), « o » final demeure dans « Payerno », « ei » est quelque fois présent (« deit », « Franceit »). Mais les formes dialectales en « -our » (« seignour », une seule fois développée, les frères « menours » « Aymonet le taillour »...) sont nettement minoritaires par rapport aux finales en « -eur ».

De ce court exemple, nous pouvons formuler quelques remarques conclusives.

1- Même si l'exploration de ce fonds d'archive immense conservé à Turin est à poursuivre, il est possible de dater l'insertion de listes en vernaculaire dans la documentation centrale du comté de Savoie (années 1360). Ces listes, d'abord écrites sur des supports fragiles, nous sont parvenues pour des raisons strictement administratives, en lien fonctionnel avec des lettres du comte, écrites en latin, et soigneusement transcrites

32. J. ROSSIAUD, *Le Rhône au Moyen Âge*, Paris, 2007, *ad indicem*.

33. Grand lecteur de la comptabilité savoyarde, M. BRUCHET, « Notes sur l'emploi du français dans les actes publics en Savoie », *Revue Savoisienne*, 47 (1906), p. 41-46, avait déjà remarqué que « les mémoires des fournisseurs de l'hôtel » du comte de Savoie étaient au XIV<sup>e</sup> siècle écrits en français. Mais dans l'exemple qui nous intéresse, la situation est différente. Le compte de l'hôtel correspondant aux dépenses exprimées en vernaculaire par Pierre Gerbaix est entièrement en latin (Torino, AST, Inv. 38, f. 21, nafr. 10-12, n. 63).

34. Cf. dans le même domaine linguistique, J. ROSSIAUD, « Du bilinguisme des patriciens lyonnais à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle », dans *Histoire et société, mélanges offerts à Georges Duby*, t. IV, *La mémoire, l'écriture et l'histoire*, Aix-en-Provence, 1992, p. 45-55 ; réimp. dans Id., *Lyon 1250-1550. Réalités et imaginaires d'une métropole. Textes réunis par J.-L. Gaulin et S. Rau*, Seyssel, 2012, chap. 16. Voir également : P. MARGUERAT, « Pratiques juridiques et usages linguistiques dans le domaine franco-provençal du XIII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles », dans M. ZYGMUNT et F. VOILLAT éd., *Actes du colloque de dialectologie francoprovençale*, Genève, 1971, p. 151-172.

elles aussi. Leur copie intégrale, à l'intérieur de comptes rédigés en latin, obéissait à une logique documentaire.

2- La copie de tels textes ne remettait pas en cause la prééminence du latin mais illustrait la capacité des officiers du prince de Savoie à utiliser conjointement le latin et le vernaculaire. On trouve, dans les mêmes registres, plus de listes de dépenses rédigées en latin que celles que nous avons présentées ici. On retrouve, dans les deux langues, les mêmes personnes, les mêmes lieux et les mêmes dépenses, ce qui rend possible une étude de la traduction en milieu administratif dans la Savoie du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle et des emprunts réciproques entre les deux langues.

3- Les listes de paiements en vernaculaire qui apparaissent dans les années 1360 utilisent une *scripta* hybride mais fortement francisée, qui était probablement la langue de travail de l'administration savoyarde, intelligible à son entourage, seigneurs, gens d'armes, domestiques, marchands aussi qui fournissaient le comte et son escorte dans ses déplacements. Cet affleurement du vernaculaire dans une documentation financière destinée à demeurer interne à l'administration n'est en tout cas pas lié à des destinataires sujets ou officiers du roi de France et n'est pas reductible à une influence politique française souvent mise en exergue<sup>35</sup>.

En somme, si l'on peut dire, les comptabilités savoyardes offrent un matériau dont l'étude invite à la convergence de recherches menées sur les écrits administratifs par les historiens et les linguistes.

## Annexe

### Liste de dépenses en vernaculaire insérée dans le compte latin de Pierre Gerbaix, trésorier général de Savoie, pour les années 1363-1364<sup>36</sup>

Libravt personis infrascriptis ut in particulis infrascriptis, suptus [*sic*] quas est copiat littera domini de mandato allocandi.

Et primo a Iacobo de Varesio que yl avoy baillié a Johan Ravais [p. 26] pour les lettres madame de son mariage : 50 florins bon poys.

35. Voir par exemple : F. Cognasso, « L'influsso francese nello Stato sabaudo durante la minorità di Amedeo VIII », *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 35 (1915), p. 257-326.

36. Torino, AST, Inv. 16, r. 24, Compte de Pierre Gerbaix, du 25 mars 1363 au 15 novembre 1364, peaux 25-28. On a suivi les *Conseils pour l'édition des textes médiévaux*, Paris, 2001, t. I et II, y compris pour la retranscription des montants monétaires, qui sont bien évidemment en chiffres romains dans l'original, en chiffres arabes. On a développé « p » en « per » ou « pour », quitte à franciser davantage le texte. « Messire », « mossire » et « monsire » ont été uniformisés. J'ai pu utiliser une première transcription de ce compte réalisée par C. Guilleré dans le cadre du programme GEMMA. Je remercie M. Possamai et M.-P. Halary (Université Lyon 2), L. Vallière (CNRS) et D. Cereia (AST) de leur aide.

- Item payé a Gillet de Cusel par le comant aut seignour de Sant Amour pour les cordes qui furent perdues a Viviers : 20 fl. b.p.
- Item a messire Bertholome de Chignin pour doner a les nurices dou fil madame la princese : 100 fl. b.p.
- Item a Giaciot l'escheleur<sup>37</sup> que messire li a donné : 120 fl. b.p.
- Item a Sybuet Ravoyre pour l'esmende de un roncín : 30 fl. b.p.
- Item a Perret Ravoyre pour l'esmende de un corsier : 120 fl. b.p.
- Item donné a Trevisant arbalestier : 5 fl. b.p.
- Item a messire Peron de Murs que messire ly a donné : 100 fl. b.p.
- Item a deux povres freres : 1 fl. b.p.
- Item pour deux abiz donnés a deus freres menourz qui ont servi en Piemont : 38 s. 6 d. gros.
- Item donné es diz freres : 40 fl. b.p.
- Item pour ung roncín donné au chapellan qui a servi en Piemont et pour ses despens : 36 fl. b.p. et demi b.p.
- Item pour un roncín donné a Guigue de la Cusina : 35 fl. b.p.
- Item pour les despens messire Lois Ravoyre, messire Girad Destres et de mey des clers faiz en vignanz de Piemont : 72 fl. 3 d. gros tur.
- Item que messire a donné a messire Artaud dou Saiz : 30 fl. b.p.
- Item a donné au Bertoud de Beanneis qui esteit maladez : 10 fl. b.p.
- Item pour un roncín acheta de Johan de Barges donné a messire Henri de Gorzan : 40 fl. b.p.
- Item donné a l'escoier Crestant de Chalon qui a aporté les nouvelles de son fil : 40 fl. b.p.
- Item pour un gipon pour messire achaté a Bourg et un pour Janot : 5 fl. b. poys.
- Item au seigneur de Fromentes tramis en Piemont : 35 fl. b.p.
- Item donné a Bourg a deux menestriers : 3 fl. b.p.
- Item donné au vallet dou seigneur de Noville : 1 fl. b.p.
- Item donné es menestrers messire Hugo de Chalon : 10 fl. b.p.
- Item au Galoys Davay et a Colynet donné pour leur despens : 50 fl. b.p.
- Item pour un corsier acheta de Michaylli donné a Colinet : 120 fl. b.p.
- Item que messire a fait donne [*sic*] au faucon Belauz de Engleterre : 20 fl. b.p.
- Item payé au bastard Darlay que messire ly devoit de ses gagez de Carnianz : 16 fl. b.p.
- Item que messire a fait baillier a messire Peron de Crangia pour paier a celles de cuy l'un avoy achaté Romanay<sup>38</sup> : 3 700 fl. b.p.
- Item donné a un vallet qui a porta a madama les nouvelles daut [*sic*] fil Crestant de<sup>39</sup> Chalon : 20 fl. b.p.
- Item donné a un vallet quit [*sic*] amenat un chival a messire que uns chivaliers ly avoit donné : 10 fl.
- Item bailla a Symond pour un gipon et chapiron a messire : 3 fl. b.p.
- Item donné aut Ruffian vallet messire Lois Ravoyre : 40 fl.

37. En marge, en latin : « eschalatorum ».

38. *Acquirimentum de Romanay*, en marge gauche.

39. *de*, répété.

Item que Audera a païé pour les despens des veyturies qui ont aporté la robe de Piemont : 43 fl. b.p.

Item pour les despens messire Guillerme de Grasson<sup>40</sup> fez a Montmelian : 9 s. 5 d. gros tur.

Item pour draux [sic] que Andrea a bailli a Symond pour messire : 72 s. 10 d. gros.

Item pour drap pour la cuverte dou grant chival : 6 s. 3 d. gros tur.

Item que Andrea a bailli a Ardit<sup>41</sup> pour deux ribans pour messire : 8 fl. b.p.

Item a Colinet aut Galois Davay que messire ly a donné : 60 fl. b.p.

Item a messire Humber lo bastard tramis a Milanz pour despens : 50 fl.

Item païé a Andrea pour la penne de l'opelanda messire : 70 s. 4 d. gros.

Item pour la tondure : 12 d. gros.

Item pour males cotes et manteaux pour Belleville et Guygonet : 15 s. 9 d. gros tur.

Item a bailla Andrea a messire Peron de Murs qu'il avoit plus despendu a Vignion que on ne li avoit baillié : 18 fl. b.p.

Item messire Franceis de Longe Combe tramis Yvure<sup>42</sup> pour despens : 30 fl. b.p.

Item a Tomas de la Barme tramis ver [sic] les marquis de Monferra [sic] et vers le marquis de Saluces : 27 fl. b.p.

A maistre Johan le famire de Montmeliant que messire li devoit : 20 s. gros.

Item que ay païé a Anthoine Turq<sup>43</sup> en descharge de ce que messire li doit : 200 fl. b.p.

Item payé a la Rocheta que messire li a donné pour vestir : 8 fl. b.p.

Item [p. 27] Item Anthoine de Chapinge que mesure ly a donné : 50 fl. b.p.

Item donné a l'escoier messire Johan d'Armaignac qu'il a porta les nouvelles de son fil : 70 fl. b.p.

Item per 7 gipons donnés a un valles de l'ostal messire : 30 s. gros.

Item païé a Johan Barbier que il avoit presté a messire : 11 fl. b.p.

Item pour une correy acheté de messire Richard Musard pour messire : 100 fl. b.p.

Item pour un drap d'or et pour un drap de soye acheté de Ardy pour madame : 80 fl. b.p.

Item pour quatre aunes de velvet et pour 6 aunes de cendale et pour fusteine et pour teila, pour coton baillia a Johan Fornier pour messire : 15 fl. b.p.

Item pour un rubant et un cutel acheté de Ardy pour messire : 7 fl. b.p.

Item pour unes plates pour messire et pour aparelier son arnes [sic] : 30 fl. b.p.

Item pour bocles d'argent pour les plates monsegneur : 7 fl. VI gros b.p.

Item ballia a Johan Fornier pour clos et pour taches : 3 s. 9 d. gros.

Item payé aut bastard de Gez que messire li devoit : 8 fl. b.p.

Item païé a messire Eymard de Clarмонт<sup>44</sup> en descharge de sa renta que messire li deit par an : 300 fl. b.p.

Item pour 8 aunes de verd donné a La Poipi : 18 s. 8 d. gros.

40. de Grasson ajouté dans l'interligne supérieur. Il s'agit de Guillaume de Grandson, seigneur de Sainte-Croix et conseiller d'Amédée VI.

41. Le scribe a hésité sur la finale. On retrouve un Ardy vendeur de soie plus loin.

42. Lecture incertaine, pour Yvoire (Haute-Savoie) ?

43. *Exoneracio debiti Anthonii Turqui*, en marge gauche.

44. *Dominus Clarimontis*, en marge gauche.

- Item a bailli [*sic*] Andrea a Simond pour draux pennes<sup>45</sup> pour monseigneur : 6 lb.  
11 s. 8 d. ob. gros.
- Item donné a Broquar pour malecote et mantel : 8 fl. 3 d. gros b.p.
- Item donné a Johan Barbier, Aymonet le taillieur, Janot et Simond pour males cotes  
et chapirons : 14 fl. 8 gros.
- Item donné es pages monseigneur pour manteaux, gipons, chapirons, chaces,  
estivaux<sup>46</sup>, por la faczon : 53 fl. 9 d. gros b.p.
- Item pour la lyvree que messire a fait Avignon<sup>47</sup> au frere dou pape on seigneur  
de Montferrant et on mareschaulz dou pape et tuz que estoions, et pour le  
pourter Avignon : 363 fl. 2 d. gros.
- Item a Johan de Chalis tramis après lo chancelier de Chipres : 1 fl. b.p.
- Item baillé a messire Roland de Veisi pour la remanence de ce qu'il a despenduz  
vers les roiz de Chipres : 75 fl. b.p.
- Item bailli audit messire Roland de Veisi tramis vers les compagnies en Bergoigne  
et<sup>48</sup> es deux messagers messire : 50 fl. b.p.
- Item pour trois dozeines de leytices<sup>49</sup> acheté de Jahanon Picart et deux ribans de  
soye : 24 fl. 2 gros b.p.
- Item pour un drap de soye [a]cheté de Jahanon Piacart pour madame : 30 fl. b.p.
- Item es pontaniers<sup>50</sup> de Pierre-Châtel que messire leur a donné pour passer les  
Gasconz : 10 fl. b.p.
- Item donné es menestries a la contese de Nydroa et son taborin : 30 fl. b.p.
- Item a donné a La Perryeri : 30 fl. b.p.
- Item que messire a fait donner es menestries messire Ayme de Geneve : 4 fl. b.p.
- Item que messire a fait donner a Johan dou Cret por un gipon : 2 fl. b.p.
- Item qu'il ha baillié a messire Guilleme de Granson pour ses despens pour venir de  
Waux : 43 fl. b.p.
- Item qu'il ha baillié audit messire Guilleme qu'il presta messire aut venir de  
Piemont es Forneauz<sup>51</sup> : 6 fl. b.p.
- Item qu'il a baillié audit messire Guilleme qu'il delivra Porchaton<sup>52</sup> pour adober la  
mayson de Payerno qui cuydat conter : 100 fl. b.p.
- Item pour 2 pars d'estivaux et uno<sup>53</sup> faus escrins pour Johan de la Vala et pour  
Critet : 4 s. gros.
- Item que messire a fait donner messire Aimé Durtieres : 28 fl. b.p.
- Item que Andrea a balli a deux Alamanz que messire leur a donné : 60 fl.

45. *pennes*, en interligne supérieur.

46. *estivaux*, en interligne supérieur. Bas-de-chausses, cf. l'italien *stivale*, botte.

47. *Librata Avinion*, en marge gauche.

48. *Et*, répété.

49. « leitice, laitice » : fourrure de couleur blanche servant de bordure ; cf. A.-J. GREIMAS, *Dictionnaire de l'ancien français jusqu'au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1980, p. 362.

50. « Exploitant, fermier ou salarié d'un port ou d'un passage », cf. *ad vocem*, J. ROSSIAUD, *Dictionnaire du Rhône médiéval. Identités et langages, savoirs et technique des hommes du fleuve (1300-1550)*, Grenoble, 2002, t. II, p. 270.

51. Peut-être Fourneaux, sur la route du Mont-Cenis.

52. *Porchatonus castellanus Pontis Cinati*, en marge gauche.

53. *Uno*, en interligne supérieur.

Tenor dicte littere talis est : « Amedeus comes Sabaudie dilectis magistris et receptoribus computorum nostrorum, salutem. Cum Petrus Gerbaisii fidelis thesaurarius noster dilectus pro nobis et de nostro mandato solvit et libravit grossorum tur. et florenorum quantitates descriptas in rotulo presentibus annexo personis et causis contentis in ipso ascendentes ad viginti libras quindecim solidos undecim denarios cum ob. gros tur. et sex milia novies centum viginti quatuor florenos auri cum dimidio boni ponderis, vobis mandamus quatinus dictas grossorum tur. et florenorum quantitates dicto Petro in suo primo computo allocetis sine difficultate quacumque. Datum Burgeti die VIII<sup>a</sup> ianuarii anno Domini M<sup>o</sup> CCC<sup>o</sup> LXIII<sup>o</sup> sub sigillo consilii, cancellario absente, per dominum, presentibus dominis Guillelmo de Grandissono et Luddovico Ravoyrie, Bonifacius : 20 lb. 15 s. 11 f. ob. gros tur. [p. 28] et 6924 fl. et dim. b.p. ».

**Jean-Louis Gaulin** - Université Lumière-Lyon 2, UMR 5648 (CIHAM)

#### **Latin et vernaculaire dans les écritures administratives de la principauté de Savoie. L'exemple des comptes généraux du XIV<sup>e</sup> siècle**

La principauté de Savoie a maintenu l'usage du latin comme langue d'administration jusqu'à la crise provoquée par l'occupation française des années 1536-1559. Pourtant, l'exploration de la série des comptes rendus par les trésoriers généraux au XIV<sup>e</sup> siècle montre que des documents annexes rédigés en vernaculaire – un moyen français avec des traits franco-provençaux – pouvaient, selon un schéma administratif très contrôlé, trouver sa place dans cette comptabilité majeure. Les écritures comptables de la Maison de Savoie offrent ainsi un terrain d'enquête particulièrement propice à l'étude du bilinguisme qui caractérisait les officiers du prince dans leur travail quotidien.

administration – bilinguisme – écritures comptables – franco-provençal – latin – Savoie – vernaculaire

#### **Latin and vernacular in the administrative writings of the Principality of Savoy. The example of the general book accounts of the fourteenth-century**

The Principality of Savoy continued to use Latin as its language of administration up until the crisis caused by the French occupation during the years 1536-1559. However, the examination of a series of book accounts compiled by financial officers in the fourteenth century shows that accompanying documents written in vernacular—a middle French with Franco-Provençal features—could, as part of a highly regulated administrative procedure, have had a place in this accounting process. The records of the House of Savoy therefore offer a field of inquiry that is particularly useful for studying the bilingualism of the Prince's officers in their daily work.

administration – bilingualism – book account – Franco-Provençal – House of Savoy – Latin – vernacular



